



**CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET LA COMMUNE D'OLLIOULES
POUR L'OPERATION DE REQUALIFICATION URBAINE
DU CENTRE VILLE D'OLLIOULES DIT GRAND PROJET URBAIN**

AVENANT N°1

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par son
Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO
, dûment habilité à cet effet par décision du bureau métropolitain du

Hôtel de la Métropole
107, Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX
Ci-après dénommée, « la METROPOLE »,

D'UNE PART

ET :

La MAIRE d'OLLIOULES, représentée par son Maire en exercice Monsieur Robert
BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 20.05.4
du 23 mai 2020 du CONSEIL MUNICIPAL donnant DELEGATIONS PERMANENTES
au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune
restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville
CS 40108
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommée, « La COMMUNE »,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Par la convention signée le 8 avril 2021 (ci-après « la CONVENTION »), la METROPOLE a transféré sa maîtrise d'ouvrage à la COMMUNE pour la réalisation du GRAND PROJET URBAIN consistant en la création :

- d'un espace culturel réunissant une média-ludothèque avec un relai petite enfance intégré, un complexe cinématographique de 3 salles, le conservatoire de musique, une salle polyvalente assorti d'espaces commerciaux et tertiaires,
- d'un parking souterrain de 744 places, un grand espace végétalisé.
- un espace public avec la réalisation d'aménagements paysagers et d'espaces de détente.

L'article 4 de la CONVENTION conclue le 08/04 prévoit l'intervention d'un avenant entre les parties pour convenir de la poursuite du GRAND PROJET URBAIN et, plus particulièrement, de la réalisation des travaux, au vu des résultats de l'appel d'offres de travaux et de leurs capacités financières.

Le surcoût constaté de l'offre retenue par la commission d'appel d'offres par rapport aux estimations initiales, a conduit les parties à arbitrer les éléments du projet pouvant être adaptés pour rester dans une enveloppe financière acceptable.

La METROPOLE a précisé, dans ses échanges avec la COMMUNE, comme condition impérative à la poursuite du GRAND PROJET URBAIN, que le montant de sa charge financière reste fixée à 10,2M€ nets malgré les surcoûts constatés.

Après en avoir échangé, les parties ont convenu de poursuivre le GRAND PROJET URBAIN sous certaines conditions.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Conformément à l'article 4 de la CONVENTION, le présent avenant a pour objet de formaliser l'accord des parties pour la poursuite du GRAND PROJET URBAIN et, plus particulièrement, la réalisation de la phase « travaux ».

Le présent avenant a pour objet également d'apporter des modifications à la CONVENTION en certaines de ses dispositions.

ARTICLE 2 – TERMES DE L'ACCORD DES PARTIES

Nonobstant les augmentations de prix constatés par rapport à l'estimation initiale, la METROPOLE entend limiter sa participation au PROJET à 10,2M€ en coût net (dépenses TTC opération – fonds de concours Ville – FCTVA).

Après avoir échangé, les parties ont accepté de poursuivre le GRAND PROJET URBAIN sous les conditions suivantes formant un tout indivisible et fondant leur accord de volonté.

2.1 Financement d'un niveau de parking par la COMMUNE

Pour satisfaire ses besoins propres en matière de stationnement, la COMMUNE s'engage à financer l'équivalent d'un niveau complet du parking souterrain destiné à devenir sa

propriété.

Le prix de ces travaux est estimé au terme de la consultation à 5 444 966 € TTC.

A la suite de la réception des travaux, les parties établiront un état descriptif de division en volumes pour se répartir la propriété des niveaux leur revenant, à savoir : 3 niveaux pour la METROPOLE, 1 niveau pour la COMMUNE.

2.2 Versement par la COMMUNE d'un fonds de concours à la METROPOLE

Dans le respect des dispositions de l'article L 5215-26 du code général des collectivités territoriales, la COMMUNE s'engage à verser à la METROPOLE un fonds de concours permettant de maintenir à 10,2M€ le coût net supporté par cette dernière.

Au stade de la rédaction du présent avenant, ce fonds de concours est estimé à 9.829.826 €. Les modalités de paiement de ce fonds de concours seront définies dans une convention spécifique passée entre les parties.

Le montant de ce fonds de concours pourra être réduit du montant des subventions éventuellement perçues par la METROPOLE au titre de la partie du PROJET la concernant étant précisé que la Métropole donne tout pouvoir à la Ville pour instruire, le cas échéant, les demandes de subventions auprès des partenaires

Si nécessaire, une convention spécifique entre les parties permettra d'asseoir ce principe.

2.3 Charge financière supportée par la METROPOLE

Le coût définitif du projet est fixé à 51 102 450 € TTC cout opération tel que cela ressort suite à l'appel d'offres « travaux » (valeur octobre 2022).

La part des compétences métropolitaines représente au sein de l'enveloppe globale un montant de 23 960 269,00 € TTC (soit 46,89% du GRAND PROJET URBAIN).

Il s'agit des travaux suivants :

- réalisation du conservatoire de musique,
- prise en charge de l'équivalent de 3 niveaux de parking souterrain (à hauteur de 558 places de stationnement VL) étant précisé, conformément à l'article 2.1 ci-dessus, que l'équivalent d'un niveau de parking représentant 186 places sera pris en charge par la ville et relèvera de sa compétence.
- création des espaces publics extérieurs (dont voirie).

Compte tenu du versement du fonds de concours par la COMMUNE (art. 2.2) et du FCTVA à percevoir estimé à 3 930 443,00 euros, le coût net sera de 10,2M€ conformément à la volonté exprimée par la METROPOLE.

Toute augmentation de ce montant quel qu'en soit le motif, devra être préalablement agréée par le Président de la METROPOLE et soumise à ses instances délibérantes.

En application de la CONVENTION, la COMMUNE interviendra en qualité de maître d'ouvrage délégué pour le compte de la METROPOLE pour les travaux présentés ci-avant ressortant de sa compétence.

ARTICLE 3 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

3.1 Modification de l'article 3

Les troisième et quatrième alinéas de l'article 3 sont rédigés comme suit :

« Le montant global de l'opération (travaux + marchés d'études de maîtrise d'œuvre + marché de contrôleur technique + marché d'études préalables) de l'ensemble des

équipements est évalué à 42 585 375,00 € HT soit 51 102 450,00 € TTC) (valeur octobre 2022).

Le tableau financier annexé fait état de la répartition des coûts par nature et par collectivité.

La COMMUNE interviendra pour le compte de la METROPOLE en tant que maître d'ouvrage délégué pour les travaux suivants :

- Réalisation du conservatoire de musique,
- Création de trois niveaux de parking souterrain (à hauteur de 558 places) étant précisé que le quatrième niveau du parking sera de compétence communale,
- Création des espaces publics extérieurs (dont voirie). »

Le cinquième alinéa de l'article 3 commençant par « A titre indicatif » est supprimé.

3.2 Modification de l'article 6 « DISPOSITIONS FINANCIERES »

Le troisième alinéa de l'article 6 de la CONVENTION est rédigé comme suit :

« La participation de la METROPOLE sera arrêtée au coût réel des travaux et des études réalisés hors les éventuelles subventions et les fonds de concours. »

3.3 Modification de l'article 7 « MODALITES DE REGLEMENT »

Le deuxième alinéa de l'article 7 est rédigé comme suit :

« Le remboursement par la METROPOLE sera effectué sur la base des dépenses réalisées par la COMMUNE hors subventions et fonds de concours. »

L'avant-dernier alinéa de l'article 7 est rédigé comme suit :

« Les charges exposées par la COMMUNE pour les études réalisées antérieurement à la signature du présent avenant seront prises en charge sur la base de la répartition des coûts ressortant du tableau annexé, à savoir : 46,89% METROPOLE ; 53,11% COMMUNE. Le cas échéant, le remboursement de ces sommes par la METROPOLE fera l'objet d'une convention spécifique entre les parties ».

ARTICLE 4 – EFFET DE L'AVENANT

Toutes les clauses de la CONVENTION qui ne sont pas modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur.

ARTICLE 5 – ANNEXE

L'annexe jointe au présent avenant fait partie intégrante de la CONVENTION.

ARTICLE 6 – LEGALITE

Le présent avenant ne sera exécutoire qu'après transmission au contrôle de légalité et notification aux parties.

Il est rédigé en deux exemplaires originaux remis respectivement à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et à la Commune d'Ollioules.

FAIT A TOULON LE

Pour la COMMUNE D'OLLIIOULES ⁽¹⁾,
le Maire, Robert BENEVENTI

Pour la METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Le Président, Hubert FALCO

4

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé » 44

COUT GLOBAL ET REPARTITION

Intégration au bilan de la navette à 500 K€ TTC

PSE 1 (4ème niveau) et PSE 7 (Mur CRCA) seuls dans l'enveloppe

	répartition des charges annexes		Coût TTC/collectivités		Coût TTC/collectivités	
	clé	coût TTC	métropole TTC	Ville TTC	métropole TTC	Ville TTC
coût annexes (navette comprise)	coût HT					
	8 639 613,00 €					
coût des bâtiments (85/15)	15 988 454,00 €	24 069 254,00 €	2 372 039,00 €	21 697 215,00 €	2 372 039,00 €	21 697 215,00 €
coût des parkings (85/15)	14 467 684,00 €	21 779 864,00 €	21 779 864,00 €	- €	16 334 898,00 €	5 444 966,00 €
coût aménagement extérieurs	3 489 624,00 €	5 253 332,00 €	5 253 332,00 €	- €	5 253 332,00 €	- €
coût TTC opération		51 102 450,00 €	29 405 235,00 €	21 967 215,00 €	23 960 269,00 €	27 142 181,00 €